ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE — SCRUTIN DU 22 AVRIL 2007

# Gérard Schivardi

MAIRE DE MAILHAC, CONSEILLER GÉNÉRAL DE GINESTAS (AUDE)

# candidat présenté par des maires

## soutenu par le Parti des travailleurs

Madame, Monsieur,



Maire d'une petite commune de l'Aude, j'ai accepté de répondre à la demande faite par des collègues maires, le 18 novembre 2006, de me présenter à l'élection présidentielle.

Je suis candidat de maires qui se prononcent :

- **pour la défense des services publics ;**
- **pour la reconquête de la démocratie politique et sociale ;**
- **pour la défense des 36 000 communes, contre les regroupements forcés ;**
- **contre la désertification industrielle et rurale ;**
- **pour la République laïque ;**
- **pour la rupture avec le traité de Maastricht, l'Union européenne et ses directives.**

Comme nous, comme des millions de citoyens, vous êtes inquiets et vous vous posez la question :

### Que va-t-il rester de notre pays ?

Délocalisations, remise en cause de la Sécurité sociale, des services publics, étranglement financier des communes (menacées de disparition, tout comme les départements), est-ce que cela ne fait pas un tout ?

Pour notre part, nous affirmons et nous le démontrons : derrière chacune de ces attaques, on trouve les directives européennes, qui s'appliquent et qui détruisent tout sur leur passage.

Avec des collègues maires, qui, au quotidien, se battent aux côtés des enseignants, des postiers, des salariés, des habitants, dans nos communes, pour sauver une classe, une école, un bureau de poste, une gare SNCF, une perception, une usine, un centre de paiement de la Sécurité sociale, une maternité ou un hôpital, nous nous sommes interrogés...

### Est-il possible de laisser faire ?

Le 29 mai 2005, le peuple a voté non à la Constitution européenne à 55 %. Le mandat donné par ce vote est clair. Il faut en finir avec cette politique de destruction dictée par l'Union européenne, et qui n'épargne aucun domaine : les logements HLM, les emplois industriels et agricoles, notre école publique et notre Sécurité sociale, nos services publics et nos retraites.

### Non, il n'est pas possible de laisser l'Union européenne tout détruire

Le peuple s'est clairement exprimé : la préservation, la défense et la reconquête de nos services publics, de nos communes, de nos écoles, exigent la rupture avec l'Union européenne et ses directives.

Pour notre part, il y a plusieurs mois, nous avons déclaré : *« Tout candidat qui s'engagerait à faire un pas réel et concret remettant en cause le carcan de l'Union européenne aurait notre soutien. »* Nous avons constaté qu'aucun des candidats en présence ne s'engageait dans cette voie, c'est pourquoi nous avons décidé de prendre nos responsabilités, parce que nous sommes liés à la population de nos communes.

C'est dans ces conditions que des collègues maires ont estimé qu'il fallait que l'un d'entre nous porte l'exigence de la rupture avec l'Union européenne dans les élections et m'ont demandé de le faire en leur nom.

Ce n'est pas un problème auquel sont confrontés seulement les petites communes ou le monde rural. Les villes se heurtent aux mêmes difficultés.

• On ferme les écoles publiques dans nos petites communes, on ferme par milliers les classes dans les grandes villes.

• On ferme les bureaux de poste dans nos petites communes, on ferme des guichets et des centres de tri dans les grandes villes, des bureaux de poste sont fermés dans tout le pays.

• On a fermé la petite maternité de Prades (Pyrénées-Orientales), contraignant les femmes à aller à Perpignan, avec les risques que cela comporte de faire 80 km dans des situations difficiles, et on ferme aussi la maternité d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), qui pratique 4 000 accouchements par an.

Suppressions d'emplois à Airbus, Alcatel ou Citroën... la désertification industrielle atteint tout le pays ; c'est un ravage pour les habitants, dans toutes les communes.

Quelle différence y a-t-il entre un travailleur licencié d'Alstom, à La Courneuve, en fin de droits, et un viticulteur de l'Aude ou de l'Hérault à qui il reste 300 euros pour faire vivre sa famille, une fois les frais d'exploitation payés ? L'un et l'autre peuvent basculer à tout moment dans la précarité et la misère.

## Y a-t-il une issue à cette crise ? Oui, il y a une issue

Il n'est pas difficile de prouver que chacune de ces mesures qui frappent la population est liée à une directive européenne *(lire ci-contre)*.

Alors, pour arrêter cette politique de destruction, nous disons : abrogation du traité de Maastricht, rupture avec l'Union européenne et ses directives, qui condamnent nos services publics et s'en prennent à tous nos droits.

## Il faut porter un coup d'arrêt à ces ravages

C'est ce que disent des maires de toutes tendances qui ont apporté leur parrainage pour permettre cette candidature et qui commencent à se rassembler dans des comités de soutien.

C'est ce que dit, sur son propre plan, le Parti des travailleurs, qui soutient ma candidature parce que nous sommes d'accord sur ces questions essentielles, vitales pour la population.

C'est ce que disent les travailleurs d'Airbus : *« Aucun licenciement ! Nous voulons vivre ! »*

Madame, Monsieur,

A travers cette candidature, nous lançons un appel à s'organiser pour agir, pour résister, pour reconquérir.

Il est contraire à la démocratie que le mandat du 29 mai 2005 ne soit pas respecté. Ce mandat exige clairement **la rupture avec l'Union européenne.**
Tous, nous voulons la réouverture des bureaux de poste dans toutes les communes, tous, nous voulons la réouverture de nos écoles communales et de nos classes, nous voulons l'abrogation des lois antilaïques, nous voulons défendre tous les emplois, dans l'industrie, dans l'agriculture, nous voulons la réouverture de nos hôpitaux et de nos maternités.

# Le 22 avril, en votant Gérard Schivardi

**Vous direz : les ouvriers, les employés, les agriculteurs, les viticulteurs veulent vivre ; les jeunes, les artisans, les commerçants, les chômeurs, les retraités veulent vivre ; cette politique de destruction doit être stoppée.**

# RUPTURE AVEC L'UNION EUROPÉENNE

La manifestation du 18 novembre 2006, à Paris.




# ABROGER LES DIRECTIVES EUROPÉENNES...

## Pour sauver Airbus, l'industrie, et stopper les délocalisations

Alcatel, Alstom, EADS, Thomson, Thales, Peugeot, Renault, Arcelor, Saunier-Duval, Brandt... l'industrie a perdu un million d'emplois depuis le traité de Maastricht.
**L'article 87** interdit « *toutes aides accordées par les Etats ou au moyen de ressources d'Etat sous quelque forme que ce soit qui faussent ou menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions* ».

**Pour sauver les 10 000 emplois menacés à Airbus, il faut renationaliser l'entreprise, et pour cela abroger l'article 87.**

Selon **l'article 88**, l'Union européenne peut exceptionnellement autoriser des aides, à condition qu'elles soient « *accompagnées de mesures utiles exigées par le développement progressif ou le fonctionnement du marché commun* ».
En application de cet article, les effectifs du groupe Alstom sont passés de 110 000 à 60 000.

**Garantir tous les emplois, tous les sites, la renationalisation d'Airbus et des secteurs clés de l'industrie, exige la rupture avec le traité de Maastricht.**

## Pour sauver La Poste et EDF

Les bureaux de poste ferment les uns après les autres, La Poste est privatisée en points-poste chez les commerçants, les communes sont invitées à financer les agences postales.
Ce sont les **directives européennes 97/67/CE et 2002/39/CE** qui ont ouvert la distribution du courrier à la concurrence, cassant le monopole de La Poste. En application de cette privatisation, **le décret du 8 janvier 2007** remet en cause la distribution du courrier 6 jours sur 7 partout en France.

**Pourquoi les agents d'EDF interviennent-ils moins vite ?**
Un maire : « *Pour ma commune, j'ai pris un arrêté interdisant les coupures d'électricité pour les plus démunis et ceux qui sont privés de ressources. Maintenant qu'EDF est privatisé, ils veulent remettre mon arrêté en cause.* »
Un autre maire : « *Avant, on appelait le service EDF qui se trouvait dans le secteur. En vingt-quatre heures, on était dépanné. Maintenant, il faut téléphoner aux agglomérations qui se renvoient la balle.* »
Ce sont les **directives 96/92/CE et 2003/54/CE** qui ont ouvert EDF à la concurrence, c'est-à-dire à la privatisation.

**Il faut abroger ces directives.**

## Pour sauver les écoles, les hôpitaux, les maternités

C'est **l'article 104 du traité de Maastricht** qui dicte la politique budgétaire des Etats membres : « *Les Etats membres évitent les déficits excessifs, la Commission examine si la discipline budgétaire est respectée sur la base de deux critères ci-après :*
*– 3 % pour le rapport entre le déficit public prévu et le produit intérieur brut ;*
*– 60 % pour le rapport entre la dette publique et le PIB.* »

Conséquences depuis 1992 et l'application du pacte de stabilité :
• 83 000 lits d'hôpitaux sur 540 000 ont été supprimés ;
• 680 maternités sur 1 300 ont été fermées ;
• Au total, en vingt-cinq ans, 11 948 écoles communales sur 61 602 ont disparu, 5 833 villages ont perdu leur école communale.
• Salaires bloqués, taux d'intérêt exorbitants, qui asphyxient les ménages endettés... C'est la Banque centrale européenne (BCE) qui le décide, quels que soient les gouvernements en place : « *La Banque centrale européenne (...) ne peut accepter des instructions des gouvernements des Etats membres ou de tout autre organisme* » **(article 108 du traité de Maastricht-Amsterdam).**
Son objectif principal est de maintenir la stabilité des prix **(article 105).**

**Il faut rompre avec la BCE et le pacte de stabilité.**

## Pour l'union libre des peuples et des nations libres d'Europe

**Tous les peuples subissent les conséquences désastreuses de la politique de l'Union européenne. Dans chacun des pays membres de l'Union européenne, les peuples voient leur économie dévastée et leurs droits remis en cause par les diktats de Bruxelles.**
**Le 31 mars, des délégations de médecins, professeurs de médecine, travailleurs hospitaliers et syndicalistes de dix-sept pays d'Europe se sont rendus à la Commission de Bruxelles, porteuses du mémorandum établissant les conséquences désastreuses du pacte de stabilité sur la situation des hôpitaux de chaque pays.**
**C'est sur la base de la satisfaction des besoins sociaux que l'union libre des peuples et des nations libres d'Europe se construira. La condition en est la rupture avec Maastricht.**

# QUI EST GÉRARD SCHIVARDI ?

■ **Gérard Schivardi est maire de Mailhac,** commune de 376 habitants, dans le département de l'Aude. Il est conseiller général de son canton, artisan maçon en activité.

■ Gérard Schivardi a été membre du Parti socialiste de 1975 à 2003. Il n'est membre aujourd'hui d'aucun parti politique.

■ **En 2002,** à l'occasion d'une rencontre organisée à La Caunette (Hérault) avec des maires et Daniel Gluckstein, alors candidat du Parti des travailleurs à l'élection présidentielle, plusieurs maires constituent le *Comité de défense des communes et des services publics*, qui a recueilli depuis le soutien de plus de 350 maires et 2 000 conseillers municipaux dans tout le pays.

Il s'agit, pour ces élus de la République, de préserver l'existence des 36 000 communes, foyers de la démocratie issus de la Révolution française, et les syndicats intercommunaux face à l'intercommunalité forcée.

■ Depuis, ce comité n'a cessé de combattre pour la défense des 36 000 communes dans la République une, indivisible et laïque, pour la défense des services publics. Il s'est engagé aux côtés de militants de toutes tendances, dont ceux du Parti des travailleurs, pour la victoire du vote non à la Constitution européenne.

■ **Le 18 novembre 2006,** à l'issue d'une manifestation qui a rassemblé 10 000 personnes, 40 maires se réunissent, mandatés par 350 autres maires, avec Gérard Schivardi et Daniel Gluckstein.

■ Constatant qu'aucun candidat ne s'engage dans la voie de la rupture avec l'Europe de Maastricht, ces maires demandent à Gérard Schivardi de se présenter en leur nom à l'élection présidentielle.

■ **Le Parti des travailleurs soutient cette candidature,** sa plate-forme politique comprenant, entre autres, la défense des 36 000 communes, des services publics, et la rupture avec l'Union européenne. C'est pour cette raison que ses militants, avec le comité de soutien, ont rassemblé 554 parrainages, et que Gérard Schivardi a demandé à Daniel Gluckstein de diriger sa campagne pour l'élection présidentielle.

# COMMENT RECONQUÉRIR LA DÉMOCRATIE ?

PAR L'ÉLECTION D'UNE **ASSEMBLÉE CONSTITUANTE, QUI PROCLAMERAIT SA SOUVERAINETÉ** EN ROMPANT IMMÉDIATEMENT AVEC L'UNION EUROPÉENNE, SES TRAITÉS, SES INSTITUTIONS ET SA BANQUE CENTRALE.

UNE TELLE ASSEMBLÉE POURRAIT PRENDRE DES MESURES D'URGENCE :

- contre les délocalisations, les licenciements et les restructurations : nationalisation des secteurs clés de l'industrie, pour une politique de réindustrialisation ;
- rétablissement des aides de l'Etat de façon à garantir à chaque agriculteur, à chaque viticulteur, que le prix de son travail lui permette de vivre ;
- renationalisation de La Poste, d'EDF, de la SNCF, des banques, en rétablissant le monopole d'Etat des services publics ;
- plan de construction massive et de réhabilitation des HLM ; interdiction des expulsions ;
- retour à la Sécurité sociale de 1945 et au remboursement complet des soins et des médicaments. Restitution à la Sécurité sociale des 175 milliards d'exonérations patronales depuis 1992 et des dettes de l'Etat pour garantir le droit aux soins pour tous ; retour au droit à la retraite à taux plein après 37,5 annuités de cotisation pour tous ;
- abrogation des lois antilaïques, à commencer par l'article 89 (loi du 13 août 2004), qui contraint au financement des écoles privées ; rétablissement du principe républicain : fonds publics à l'école publique, fonds privés à l'école privée ;
- réouverture des écoles communales, des collèges cantonaux ;
- rétablissement de la libre administration des communes par l'abrogation des lois d'intercommunalité forcée ; défense des syndicats intercommunaux (SIVOM et SIVU) ; liberté des communes de s'associer comme elles l'entendent ;
- droit pour les jeunes à un vrai travail en CDI, à de vrais diplômes reconnus et garantis par les conventions collectives.




**Le 10 mars 2007, à Mailhac (Aude), Gérard Schivardi annonce le dépôt de plus de 500 parrainages de sa candidature lors d'une conférence de presse. Il est entouré de maires de toutes tendances, membres de son comité de soutien dans la région, et de Daniel Gluckstein, secrétaire national du Parti des travailleurs et directeur de sa campagne** (photo IO).

**Mail : schivardi2007@wanadoo.fr - Site : www.schivardi2007.com**

Imprimerie Rotinfed 2000, Paris

Vu, le candidat